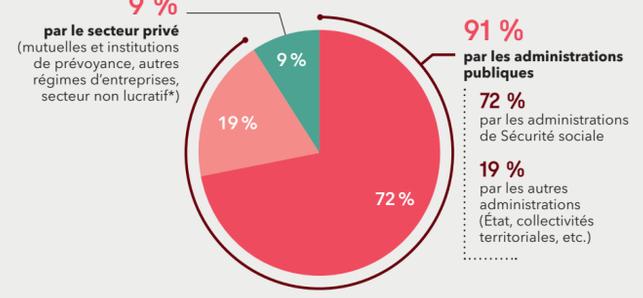


DREES SOCIAL

LA PROTECTION SOCIALE EN FRANCE ET EN EUROPE LES CHIFFRES CLÉS

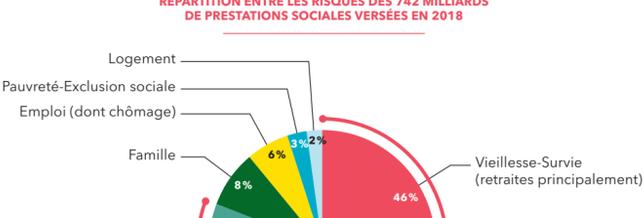
La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) publie chaque année les résultats des comptes de la protection sociale. Ces derniers fournissent une estimation des dépenses et des ressources de la protection sociale ainsi que leur évolution, sur un champ couvrant l'ensemble des risques sociaux auxquels les ménages sont exposés : vieillesse-survie, santé (maladie, invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles), famille, emploi, pauvreté et exclusion sociale, logement.

LES PRESTATIONS SOCIALES



Sources > Les comptes de la protection sociale en France et en Europe en 2018, DREES ; Eurostat, Sespres.

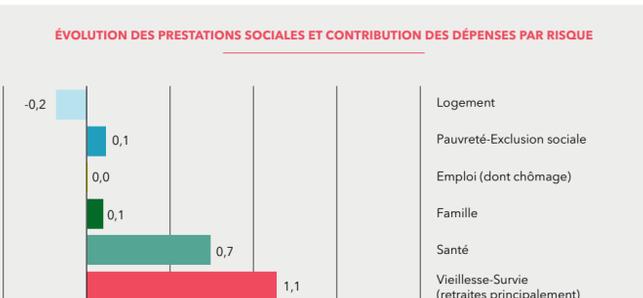
QUI FINANCE LES PRESTATIONS SOCIALES EN FRANCE ?



* Par convention, l'activité des sociétés d'assurances est exclue du champ de la protection sociale.
Sources > DREES, Les comptes de la protection sociale en France et en Europe en 2018.

RÉPARTITION DES PRESTATIONS DE PROTECTION SOCIALE PAR RISQUE EN FRANCE

RÉPARTITION ENTRE LES RISQUES DES 742 MILLIARDS DE PRESTATIONS SOCIALES VERSÉES EN 2018



Source > DREES, Les comptes de la protection sociale en France et en Europe en 2018.

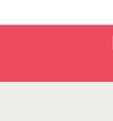
ÉVOLUTION DES PRESTATIONS SOCIALES ET CONTRIBUTION DES DÉPENSES PAR RISQUE



En 2018, les dépenses au titre de la **vieillesse-survie** (retraites) et de la **santé** contribuent ensemble à hauteur de **1,8 point** à l'augmentation des dépenses de protection sociale, qui s'établit à +1,9 %, dont 1,1 point pour les dépenses de vieillesse-survie et 0,7 point pour les prestations de santé. Les dépenses de logement, à l'inverse, tirent la croissance à la baisse de -0,2 point.

Source > DREES, Les comptes de la protection sociale en France et en Europe en 2018.

LES PENSIONS DE RETRAITE



+2,6 %
Accélération des dépenses en 2018 (+2,6 % après +1,9 % en 2017) dans un contexte de départs à la retraite de baby-boomers et d'allongement de la durée de vie

LES DÉPENSES DE MALADIE



+2,1 %
Hausse régulière des prestations de santé depuis 2015. En 2018, elle est portée par la dynamique des soins de ville et notamment par la progression des rémunérations forfaitaires des médecins

LES PRESTATIONS LOGEMENT



-7,2 %
Forte baisse des prestations logement en 2018, sous l'effet de réformes en 2017 et 2018

RESSOURCES, DÉPENSES ET SOLDE DE LA PROTECTION SOCIALE

LES RESSOURCES DE LA PROTECTION SOCIALE



Les ressources de la protection s'établissent à **800 milliards d'euros** en 2018 : **59 %** de cotisations sociales, **26 %** d'impôts et taxes spécifiquement affectés à la protection sociale (Itaf, dont **16 %** de contribution sociale généralisée [CSG]), et **15 %** d'autres ressources (contributions publiques, produits financiers, etc.).

En 2018, la structure des ressources est modifiée par la bascule entre cotisations sociales et CSG, mise en œuvre dans le cadre des mesures en faveur du pouvoir d'achat des actifs. La part des impôts et taxes affectés (Itaf) augmente de deux points entre 2017 et 2018, tandis que celle des cotisations sociales baisse de deux points.

LES DÉPENSES DE LA PROTECTION SOCIALE



Source > DREES, Les comptes de la protection sociale en France et en Europe en 2018.

LE SOLDE DE LA PROTECTION SOCIALE DEPUIS 1959



Source > DREES, Les comptes de la protection sociale en France et en Europe en 2018.

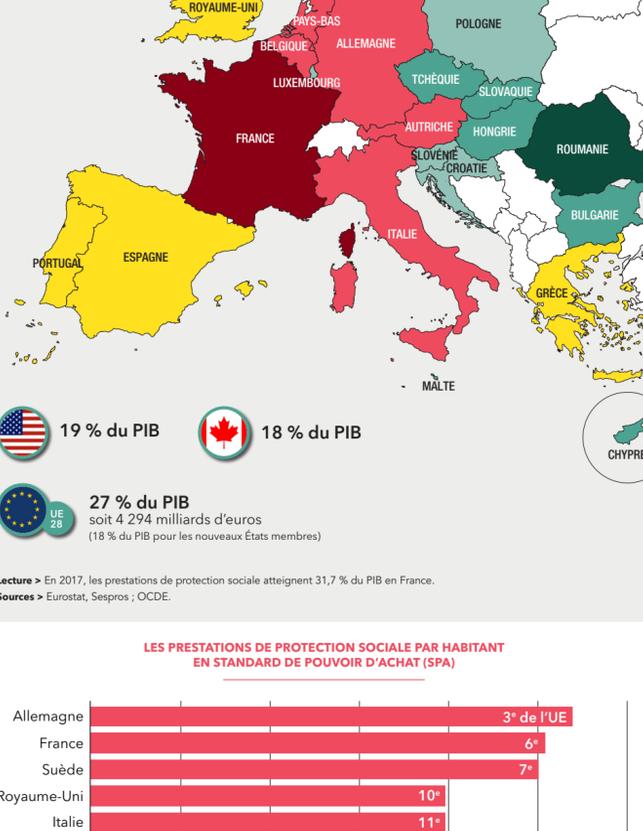
LA PROTECTION SOCIALE EN EUROPE

LA FRANCE À LA PREMIÈRE PLACE EN EUROPE POUR LA PART DES DÉPENSES DE PRESTATIONS SOCIALES DANS LE PIB EN 2017*



* Dernière année disponible pour les données harmonisées au niveau européen.

PART DES PRESTATIONS DE PROTECTION SOCIALE DANS LE PIB EN EUROPE EN 2017



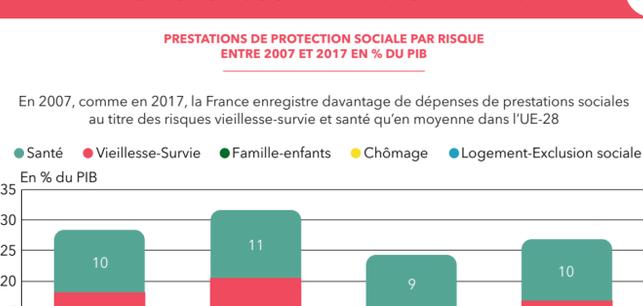
Lecture > En 2017, les prestations de protection sociale atteignent 31,7 % du PIB en France.
Sources > Eurostat, Sespres ; OCDE.

LES PRESTATIONS DE PROTECTION SOCIALE PAR HABITANT EN STANDARD DE POUVOIR D'ACHAT (SPA)



Note > Les six premiers pays sont : le Luxembourg, le Danemark, l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas et la France. Le standard de pouvoir d'achat (SPA) est une monnaie fictive de référence commune qui élimine les différences de niveaux de prix et permet des comparaisons en volume entre les pays. La conversion entre SPA et euros est proposée dans les fichiers Excel sur le site internet de la DREES.
Lecture > En 2017, en Allemagne, 10 790 SPA par habitant sont consacrés aux prestations de protection sociale en nature ou en espèce.
Source > Eurostat, Sespres.

COTISATIONS SOCIALES VERSUS IMPÔTS : DEUX MODÈLES DE FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE EN EUROPE (ANNÉE 2017)

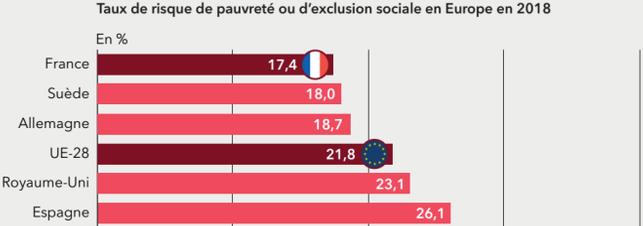


Note > En France, en 2018, dans le cadre des lois financières, le taux de la CSG a été relevé de 1,7 points de son ensemble de ses ressources, en contrepartie de baisses de cotisations sociales, entraînant une baisse de 2 points de la part des cotisations sociales dans les ressources de la protection sociale, au profit des contributions publiques.
Lecture > En 2017, au Danemark, 19 % de la protection sociale est financée par les cotisations sociales et 81 % par les contributions publiques (essentiellement les impôts).
Source > Eurostat, Sespres.

LA PROTECTION SOCIALE EN EUROPE PAR RISQUE

PRESTATIONS DE PROTECTION SOCIALE PAR RISQUE ENTRE 2007 ET 2017 EN % DU PIB

En 2007, comme en 2017, la France enregistre davantage de dépenses de prestations sociales au titre des risques vieillesse-survie et santé qu'en moyenne dans l'UE-28



Lecture > Entre 2007 et 2017, les dépenses de protection sociale ont augmenté de 3 points de PIB en France, tout comme dans l'UE-28.
Source > Eurostat, Sespres.

FOCUS SUR LE RISQUE DE PAUVRETÉ ET D'EXCLUSION SOCIALE

86 milliards d'euros en 2017 en Europe pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale

-7,5 millions de personnes menacées de pauvreté et d'exclusion sociale entre 2008 et 2018, essentiellement dans les États membres ayant intégré l'UE entre 2004 et 2007

+2,9 millions de personnes menacées de pauvreté et d'exclusion sociale entre 2008 et 2018, en Espagne, en Grèce et en Italie (seuls pays de l'UE-15 avec davantage de personnes pauvres qu'en 2008)

Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en Europe en 2018

Note > Les personnes confrontées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale sont celles appartenant à au moins l'un des trois groupes suivants : la population vivant sous le seuil de pauvreté, la population en situation de privation matérielle sévère et la population vivant dans des ménages à faible intensité de travail.
Lecture > En 2018, en France, 17,4 % de la population est à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.
Source > Eurostat, SRCV-UE (statistiques sur les ressources et les conditions de vie).